

Brochure n° 3279

Convention collective nationale

IDCC : 1801. – **SOCIÉTÉS D'ASSISTANCE**

AVENANT N° 20 DU 24 MAI 2007
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} MAI 2007

NOR : ASET0750689M

IDCC : 1801

Entre :

Le syndicat national des sociétés d'assistance (SNSA),

D'une part, et

La fédération commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération des services CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Rémunération annuelle garantie (art. 51)

La rémunération annuelle garantie de la profession correspond à 16 946 € bruts.

Article 2

Barème des rémunérations minimales annuelles garanties

Le barème des rémunérations minimales garanties, tel que figurant à l'article 54, est modifié comme suit et applicable à compter du 1^{er} mai 2007 aux salariés présents dans l'entreprise à la date de signature de cet accord.

(En euros.)

NIVEAU	MONTANT
A	16 946
B	17 624
C	18 404
D	19 851
E	22 404
F	24 717
G	28 693
H	33 621
I	44 181

Les montants définis aux articles 1^{er} et 2 correspondent à des rémunérations annuelles brutes pour une activité à temps plein équivalente à 35 heures par semaine.

Article 3

Personnel salarié à la mission (annexe III)

a) Les barèmes applicables pour le personnel médecin et infirmier effectuant des transports à partir du 1^{er} mai 2007 sont revalorisés comme suit :

1. Evacuation sanitaire par avion spécial

Médecins :

- indemnités de départ : 198,87 € ;
- taux horaire appliqué à toute la durée de la mission : 11,68 €.

Infirmiers :

- indemnités de départ : 139,55 € ;
- taux horaire appliqué à toute la durée de la mission : 8,88 €.

2. Evacuation sanitaire par avion de ligne ou autres moyens de transport

Médecins :

- indemnités de départ : 159,13 € ;
- taux horaire appliqué à toute la durée de la mission : 10,66 €.

Infirmiers :

- indemnités de départ : 102,62 € ;
- taux horaire appliqué à toute la durée de la mission : 8,35 €.

Ces barèmes sont appliqués à tout médecin ou infirmier, qu'il soit salarié à la mission ou en contrat à durée indéterminée, lorsqu'il effectue des missions de transport.

b) Tous les autres salariés à la mission ne peuvent percevoir une rémunération inférieure au salaire minimum garanti (*pro rata temporis*) du niveau A de la classification de la CCNA, soit une rémunération horaire de 10,82 €.

c) Les montants définis au présent article s'entendent tous éléments de rémunération inclus. A cette rémunération s'ajoutent exclusivement les majorations relatives au travail effectué le jour du 1^{er} Mai, ainsi que l'indemnité légale de congés payés.

Article 4

Réunions paritaires, préparatoires et frais de déplacement

Le 3^e alinéa de l'article 7 f « Indemnisation des salariés » de la convention collective nationale est modifié comme suit à compter du 1^{er} mai 2007.

Autres dépenses liées au déplacement :

- frais de restauration : remboursement dans la limite de 19,72 € par repas ;
- frais d'hébergement : remboursement de la nuitée et du petit déjeuner dans la limite de 80 € par jour.

Ces montants seront réexaminés en 2008 dans le cadre de la négociation annuelle.

Article 5

Egalité femmes-hommes

La situation des femmes et des hommes en matière d'égalité professionnelle sera analysée au sein de chaque entreprise, plus précisément en ce qui concerne les rémunérations, pour vérifier s'il n'existe pas des écarts injustifiés.

Dans le cas de constat de disparités injustifiées, les entreprises établiront un calendrier avant le 30 juin 2008 pour y remédier.

En parallèle, les parties conviennent d'ouvrir la négociation de branche sur l'égalité femmes-hommes au plus tard en décembre 2007.

Article 6

Chèque-transport

Comme le prévoit la loi du 30 décembre 2006, le bien-fondé et les modalités de mise en place d'un chèque-transport seront étudiés au niveau de chaque entreprise.

Fait à Bry-sur-Marne, le 24 mai 2007.

(Suivent les signatures.)